

CRITERIA FOR URBAN SPACES

Massimo Pica Ciarrarra

L'Homme est l'espèce la plus insensée, il vénère un Dieu invisible et massacre une Nature visible, sans savoir que cette Nature qu'il massacre est ce Dieu invisible qu'il vénère. Hubert Reeves

Que faire pour améliorer notre cadre de vie ?

1. Ne pas isoler ou séparer : les formes de connaissance qui essaient de décoder le monde -astronomie, physique, chimie, biologie, ... - elles mettent toutes en vue les interrelations impliquant l'ensemble. Pour cette raison, dans la conférence « Ré-humaniser les zones urbaines »¹ il n'a pas été demandé à un architecte, mais à Frijtof Capra de développer un raisonnement d'introduction - « *Tout est relation ?* »² - caractérisé par une idée de participation plutôt que par l'observation, à la base de chaque projet de transformation des cadres de vie. Les processus évolutifs le confirment : l'analyse de Portmann³ est claire sur la transition des êtres vivants primordiaux (transparents, à double axe de symétrie) aux organismes dotés d'individualité, puis de sur-individualité (lorsqu'en mesure d'établir une relation avec un autre). La façon de penser le bâti évolue selon la même ligne : depuis des millénaires firmitas / utilitas / venustas (solidité / utilité / beauté selon Vitrouve) ont été les concepts de base, d'où l'inadéquation des thèses d'indépendance de l'architecture. Très différente est l'optique de ceux qui interprètent la construction comme une « *seconde nature destinée à l'usage civil* »⁴, l'ancêtre des visions intégrées et thèses sur l'hétéronomie de l'architecture. Architecture -« *substance des choses espérées* »⁵- ce n'est pas seulement une question de bâtiments. Les relations entre les parties deviennent prévalentes d'où **la plus grande attention au « non bâti »**, à la qualité de sa conception, à sa capacité d'exprimer des significations, peut-être de mettre en place des points de convergence sociaux⁶. En fait, principalement dans les villes européennes et méditerranéennes, l'espace entre les bâtiments prend souvent le pas sur les bâtiments individuels qui l'entourent. Pour cette raison - conséquence élémentaire - il n'y a aucun sens à ce que l'extérieur reflète l'intérieur, il ne faut pas que les façades d'un bâtiment en montrent la fonction : leur rôle est de définir ou d'aider à définir les espaces ouverts.

2. D'où la logique du « *fragment* »⁷ de la conception de toute chose en tant que partie d'un ensemble plus vaste, de réfléchir à la façon pour un bâtiment de devenir partie intégrante de l'environnement, du paysage et des stratifications qui permettent d'identifier un lieu. Pour cela, la topologie d'un bâtiment doit être adaptée à la lecture de la topologie des relations immatérielles existantes, en favorisant les réseaux de connexion, leurs intersections, les centralités qu'ils déterminent. Autrement dit, **plutôt que de nouveaux « bâtiments », nos milieux urbains et naturels appellent à des reconnections urbaines et de paysage** en mesure de renforcer les liens et faciliter les relations sociales.



3. La « *Charte de l'espace public* »¹², adoptée l'année dernière par la Biennale du même nom, va se perfectionner en vue d'ONU-Habitat, 2016. À l'échelle globale, toutefois, les différences sont considérables, nous raisonnons sur des principes très généraux. A une échelle plus limitée, où les racines historiques et culturelles participent, en dépit de la diversité et de la spécificité, les échanges de vues permettent de comparer les résultats et de comprendre l'incidence des normes et habitudes.

Lorsque l'on compare des thèmes récurrents et similaires -par exemple les écoles dans une période de temps définie et des contextes relativement homogènes- la diversité des résultats confirme que les responsabilités incombent aux architectes, mais pas seulement à eux.

L'attention différente avec laquelle la demande de projet est formulée, les différentes modalités de sélection de la solution ou du concepteur, l'interprétation des règles, le montant des ressources disponibles, sont tous des facteurs qui jouent un rôle. Les procédures jouent également un rôle important, ainsi que le calendrier de mise en œuvre et d'autres conditions en apparence externes. Les réalisations sont le produit d'une Communauté. Comme l'a dit Giancarlo De Carlo : « L'architecture est trop importante pour être laissée uniquement aux architectes ».

Des visions déformées continuent quand même d'attacher une grande importance à l'objet spécifique d'intervention, en favorisant l'égoïsme et le narcissisme ; en qualifiant un bâtiment pour la façon dont il répond à la logique interne, la fonctionnalité, ses valeurs esthétiques autonomes ; en confondant la qualité d'un produit industriel avec les qualités du bâti, en particulier celles liées à la logique de l'« immersion » et sa capacité de dialogue avec les autres composants du contexte. Un projet de qualité n'est pas suffisant : le but est la qualité diffusée. Après le projet de « *Directive Européenne sur l'architecture et le cadre de vie* »⁸, pour en comprendre les bases, le « Carré Bleu » a lancé le projet « *Déclaration de Devoirs des Hommes* »⁹ par rapport à l'habitat et au cadre de vie, visant à des principes élémentaires écologiques et environnementaux. Cela ne suffit pas.

Pour paraphraser le titre du livre de Ruwen Ogiein -« *L'influence de l'odeur des croissants chauds sur la bonté humaine* »¹⁰- bien que souvent on l'ignore, il est clair que le manque de qualité dans le milieu de vie produit des dommages économiques et plus particulièrement sociaux. Mais comment partager ce que l'on entend par qualité, à ne pas reconnaître a posteriori, mais à définir ex ante, à savoir avant un programme d'intervention et sa mise en œuvre ? Les définitions sont variées et insaisissables¹¹. Pas besoin de règles certes, mais d'hypothèses et de méthodes de comparaison ainsi que des conditions qui ne permettent pas des interventions de qualité improbable : il nous est interdit de fumer, on veut être à l'abri de la fumée passive même à l'extérieur, de la pollution de l'environnement, des nuisances sonores et lumineuses.

Questions récurrentes : comment éviter les obstacles physiques qui confortent les barrières psychologiques ? Comment se protéger, respirer, et vivre, en étant forcé d'agir dans des environnements inappropriés ? Sur quelles bases, sur quels principes établir un pacte social pour promouvoir la qualité ?

- Quelques conditions externes peuvent l'entraver ou la faciliter :
- la clarté du programme de projet ?
 - le choix de la solution (concours) ou du concepteur (marché) ?
 - des normes réglementaires ou performantielles ?
 - des règles d'urbanisme permissives claires ou directives a priori ?
 - un budget approprié ?
 - l'existence d'un budget réservé pour le « non bâti » ?
 - entre la « demande » et l'utilisation de l'œuvre une prévision sur des années ou des décennies ?

Le concepteur réel est alors un être étendu. Les comparaisons de ce genre sont précieuses parce qu'elles montrent les « meilleures pratiques ». Apparaît aussi le rôle des normes lorsqu'elles sont dérivées de cultures sectorielles ou conceptuellement obsolètes et inaptées à la relation entre les interventions ou quand elles ne favorisent pas mais gênent les approches intégrées. Malheureusement de nombreux territoires le prouvent : souvent la seule ambition est de répondre à la logique des standards, de ne pas exprimer d'opinions ou de politiques du gouvernement du territoire (tels que le programme de **doter la ville d'un véritable réseau de « lieux de rassemblements sociaux »** où l'on peut arriver à pied en moins de 5' et reliés par des transports en commun).

4. Dans une tentative désespérée de sortir de la pratique pathologique, de la logique sectorielle, il convient de supprimer toutes règles normatives et de les remplacer par une logique de performance. Les « *Criteria for mass housing* »¹³ sont un exemple (daté mais efficace même pour la forme qui les caractérise) quant-à la façon d'articuler des questions simultanées à différentes échelles d'intervention, de solliciter des réactions plutôt que de prescrire des solutions. Les lignes directrices pour l'action (Suite Résolution 13982/00 du Conseil de l'Europe¹⁴) devraient donner une attention particulière à **la qualité de la « demande de projet »**¹⁵ et puis ne pas fragmenter les procédés appliqués et assurant des ressources appropriées (peut-être avec des frais pareils pour les différents pays et une partie adéquate de l'intervention effectivement liée aux actions sur le non-bâti). En tous cas, par les **procédures de participation** évoluées peuvent être mises en œuvre : la première des consultations pour définir la « demande de projet », après discussion sur hypothèses alternatives soutenues par une représentation efficace de la relation avec le contexte : prévoir pour mieux décider, avec le temps nécessaire mais pas sans contrôle. En outre, en particulier pour les infrastructures, en utilisant une analyse multicritères soutenue par les paysagistes dans l'équipe de concepteurs : c'est à dire optiques post-disciplinaires et le rejet de tout abus de pouvoir des spécialistes.

5. Avec un abandon courageux de nombre règles normatives et prescriptives - origine de contestation, de longues bureaucraties, de contextes insatisfaisants - il faut faire confiance à des processus participatifs et à des jugements critiques à facettes multiples. Une perspective similaire est à la base du projet URBES (bien-être équitable et durable en zone urbaine métropolitaine) qui s'inscrit dans le débat international sur le « *dépassement du PIB* » pour mesurer le bien-être des indicateurs sociaux joints à ceux économiques. Pour modifier le cadre réglementaire il faut agir simultanément sur la formation et la connaissance : « *éducation des architectes / alphabétisation des Citoyens* »¹⁶ et la superbe conférence par Michel Serres « *Eduquer au XXIe siècle* »¹⁷ sont des traces utiles pour développer cette réflexion.



¹ « Re-humanise urban areas », Firenze, Palazzo Medici Riccardi, 13.10.2013, par la Fondazione Italiana per la Bioarchitettura e l'Antropizzazione sostenibile dell'Ambiente
² les documents du Colloque: <Bioarchitettura> n°83 /2014
³ Adolf Portmann, « Le forme viventi - nuove prospettive della biologia », Adelphi, Milano 1989
⁴ Johann Wolfgang von Goethe, « Voyage en Italie », Terni 1786, 1^{er} ed. 1817, trd.fr. Jean Locoste, 2^e ed., Paris, Barillat, 2003
⁵ Edoardo Persico, « Profazia dell'Architettura » Torino 1935, in id. « Tutte le opere » Edizioni di Comunità, 1964, pgg.234-235
⁶ Jorge Cruz Pinto, « Elogio du vide », Le Carré Bleu n°2/2010, M. Pica Ciarrarra, « Apologia del (non) costruito », in « *Architettura Città* » n°12-13, Agrà, 2004
⁷ « Fragments / Symbioses », Le Carré Bleu n°0/2006
⁸ Projet de « Directive européenne sur l'architecture et le cadre de vie », www.lecarrébleu.eu / la ligné du CB
⁹ Projet de « Déclaration des Devoirs des Hommes », Le Carré Bleu n°4/2008.
¹⁰ Ruwen Ogiein, « L'influence de l'odeur des croissants chauds sur la bonté humaine », Paris, Grasset 2011
¹¹ Cfr. Le Carré Bleu n°2/2011
¹² « Charte de l'espace public », Biennale dello Spazio Pubblico / Roma 2013, Le Carré Bleu n°2/2014 (français, English, italiano)
¹³ Alison « Peter Smithson, « Criteria for mass housing » for Team X, 1957 - (image à la dernière page)
¹⁴ Résolution n°13982/00 du Conseil de l'Europe sur les territoires urbains et ruraux
¹⁵ « Le cygne noir », 09.06.2009; www.lecarrébleu.eu / news / texte + images
¹⁶ « Education des architectes / Alphabétisation des citoyens », Le Carré Bleu, n°1/2011
¹⁷ Michel Serres, « Eduquer au XXIe siècle », conférence à l'Académie Française, 01.03.2011
 Dans la couverture, «le rasi d'Ockham» et autres, cfr. MPC, « Interazioni », Cleon 1997, pg.42

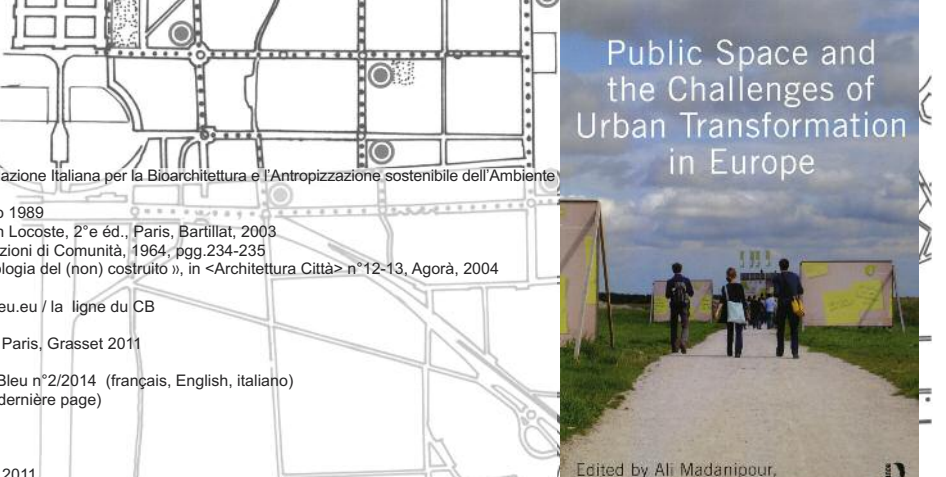
En Europe, il y a soixante ans, une forte demande de logements exigeait une réaction. Les « Criteria for Mass Housing », proposés par Alison et Peter Smithson, eurent le rôle d'une stimulante séquence de questions concernant les maisons individuelles, leurs « espaces extérieurs », leurs regroupements. Ils définissent les critères tant généraux que très ponctuels auxquels aurait dû répondre tout projet de logement. Le Carré Bleu a présenté les projets et œuvres visant à matérialiser cette approche (parmi ceux-ci le quartier Robin Hood Gardens à Londres, par les mêmes Smithson). Il appert que la culture du Team X pose le problème des logements de masse de façon opposée à celle matérialisée par Le Corbusier dans l'Unité d'habitation de Marseille.

Aujourd'hui, il y a d'autres priorités : la réflexion dans ce numéro est une contribution au travail, long et patient, de régénération de la ville, en continuité avec les deux numéros récents du Carré Bleu, Ville et territoire (n°3-4/2013) et Re-civiliser l'urbain (n°1/2014).

L'attention sur ces questions est argumentée par plusieurs contributions : la « Charte de l'espace public » (CB n°2/2013), définie en 2013 par la Biennale du même nom à Rome, en vue d'ONU-HABITAT, 2016, suivie récemment par « Public Space and the Challenges of Urban Transformation in Europe » (Routledge, New York / Londres, 2014), édité par Ali Madanipour et Aglaée Degros, professeur invité en Autriche avec Sabine Knierbein, chef du « Interdisciplinary Centre for Urban Culture and Public Space » à l'Université de Technologie de Vienne.

Leur recherche étudie 13 villes en Europe et vise à comprendre comment les autorités locales gèrent l'espace public, le jeu des forces du marché, les normes sociales et les attentes culturelles, également si et comment cela se rapporte aux besoins et aux expériences des citoyens. En plus, leur étude explore les stratégies et les pratiques innovantes pour améliorer les espaces publics et la culture urbaine à la fois.

Ce numéro du Carré Bleu milite pour des lignes d'action ; il fait en même temps référence à des expériences en cours et motive quelques « Criteria for urban spaces ». Il a l'ambition de solliciter des contributions qui participent au débat actuel sur les « smart city » pour qu'il ne se limite pas au rôle de la technologie : un outil remarquable pour la transformation patiente des espaces de vie.



le carré bleu

fondateurs (en 1958)
 Aulis Blomstedt, Reima Pietilä, Heijo Petäjä, Kyösti Alander, André Schimmerling directeur de 1958 à 2003

responsable de la revue et animateur (de 1986 à 2001)
 avec A.Schimmerling, Philippe Fouquey

directeur Massimo Pica Ciarrarra

Cercle de Rédaction
 Sophie Brindé-Beth, Kaisa Broner-Bauer, Luciana de Rosa rédacteur en chef, Jorge Cruz Pinto, Päivi Nikkanen-Kall, Massimo Locchi, Luigi Prestinzenza Puglisi, Livio Sacchi, Bruno Vellut, Jean-Yves Guégan

collaborateurs

Allemagne Claus Steffan
 Autriche Liane Lefavre, Anne Catherine Fleith, Wittrida Mitterer
 Belgique Lucien Kroll, Henry de Maere d'Aertrics
 Espagne Jaime Lopez de Asain, Ricardo Flores
 Estonie Leonard Lapin
 Angleterre Jo Wright, Cécile Brisac, Edgar Gonzalez
 Canada Masha Etkind
 Chine Lou Zhong Heng, Boltz Thorsten
 Cuba Raoul Pastrana
 Etats-Unis Stephen Diamond, James Kishlar, Alexander Hartray
 Finlande Severi Blomstedt, Kimmo Kuismanen, Juhani Katainen, Veikko Vasko, Matti Vuorio, Olavi Köpönen

France Atilia Batat, Jean-Marie Dominguez, Luc Doumenc, Pierre Lefèvre, Michel Martinat, Agnès Jobard, Mercedes Falcones, Anne Lechevalier, Pierre Morvan, Frédéric Rossille, Maurice Sauzet, Michel Parfait, Jamal Shafiq Ilayan

Jordanie Alexander Tzonis, Caroline Bijaet, Tjeerd Wessel
 Hongrie Katalin Corompey
 Israël Gavriel Kertesz
 Italie Paolo Cascone, Aldo M. di Chic, Francesco Iacocarino Idelson, Antonietta Iolanda Lima
 Portugal Francisco De Almeida

en collaboration avec
 • INARCH - Istituto Nazionale di Architettura - Roma
 • Museum of Finnish Architecture - Helsinki
 • Fondazione italiana per la Bioarchitettura e l'Antropizzazione sostenibile dell'ambiente

archives iconographique, publicité redaction@lecarrébleu.eu
 traductions Gabriella Rambrone, Adriana Villamena
 révision des textes français : F.Lapied
 mise en page Francesco Damiani
 abonnements www.lecarrébleu.eu/contact

édition nouvelle Association des Amis du Carré Bleu, loi de 1901
 Président François Lapied
 tous les droits réservés / Commission paritaire 593
 « Le Carré Bleu, feuille internationale d'architecture »
 c/o D.S., 24, rue Saint Antoine, 75004 Paris
 www.lecarrébleu.eu

CRITERIA FOR MASS HOUSING

devised by A. and P. Smithson for Team X

First published 1957, revised 1959

The term Mass Housing applies to all dwellings not built to the special order of an individual; houses over which the occupant has no control other than that he has chosen or has been chosen, to live there; houses for which, therefore, the architect has a peculiar responsibility.

The criteria are intended to apply to all housing irrespective of number, type of ground occupation, type of access, etc., etc. The most conventional houses and layouts, and the most ingenious can equally well come under their scrutiny.

The House

1 Can it adapt itself to various ways of living? Does it liberate the occupants from old restrictions or straightjacket them into new ones?

2 Can the individual add 'identity' to his house or is the 'architecture' packaging him?

3 Will the lampshades on the ceilings, the curtains, the china dogs, take away the meaning of the 'architecture'?

4 Is the means of construction of the same order as the standard of living envisaged in the house? Is the technology suitable to house construction: does it take account of electrical runs and do without traditional 'style-left-overs', such as door frames?

5 Are the spaces moulded exactly to fit their purpose? Or are they by-products of structural tidiness or plastic whim?

6 Is there a decently-large open-air sunlit space opening directly from the living area of the house? Is there a place in the open-air where a baby can be left? (0-3 year olds).

7 Can the extensions of the dwelling (garden, patio, etc.), be appreciated from inside?

8 Can the weather be enjoyed? Is the house insulated against cold weather yet made to easily open up in good weather?

9 Is there a place where you can clean or wash things without making a mess in the house?

10 Does it take account of the 3-5 years olds' play?

11 Is there enough storage? (there is never enough storage)—that is storage not of a purely residual nature (lofts, 'built-in' fittings, etc.). Is there a place for the belongings peculiar to the class of the occupants—poodles, ferrets, camping gear, geraniums, motorbikes, etc.?

12 Is it easy to maintain (keep fresh looking with just a cleaning down)?

13 Is the house as comfortable as a car of the same year?

14 Can the houses be put together in such a way as to contribute something to each other?

The immediate extensions of the dwelling

1 Has the relationship between the dwelling and its means of access been chosen for some good reason?

2 Does this reason include three- to five-year-olds play, if not, where do they play?

3 Does the *idea* for the dwelling produce an absolutely clear external image?

4 Can these images add up to a composite one and is this composite one socially valid (that is, is it done for some present-day human reason).

5 Are the extensions of the dwelling—gardens, patios, balconies, streets, access galleries, staircases, etc.—sensible when one considers the existing physical environment of the dwellings and the activities of the occupants (topography and living pattern)? Are the gardens and streets necessary to the life of the occupant or are they irrelevant to it?

6 Is 'delivery' and 'collection' antiquated and laborious? (milk, groceries, heat, refuse)?

7 Is there any indication that where people have been put into the air ('flats') that it is really getting them somewhere? Does the public vertical circulation really work?

8 Is it a labour to go out or return home?

9 If the development was isolated—would it look like a camp?

The appreciated unit

1 Is the scale of the unit related to the size of the parent community? (The pattern of a village can be transformed by the addition of one house; in the great city an equivalent gesture might need a unit of 5,000 houses).

2 Is the work-pattern of the community understood with all its implications for the unit? (A work-pattern of all-family travelling to widely separated places is typical of cities and towns and often also of villages.)

3 Does it fit the site with its climatic and physical peculiarities, its existing built and human structure, and accept their ecological implications bearing in mind that we are concerned with renewal?

4 Where do the 5-12 years old's go to? And what do they have to do?

5 Can the unit support shops? And where are the natural 'pressure points' for such facilities? Are the community facilities a social mirage or are they real?

6 Can November 5th be celebrated (or Bastille day or 4th July)?

7 Is there something worth looking at out of every dwelling or does one merely stare out at another dwelling opposite?

8 Does the development offer protection and shelter of the same order as the parent community?

9 Is the unit really generated by an objective study of the situation or are we just saying that it is?

Humans are the craziest species: they worship an invisible God and destroy a visible Nature, without realising that the Nature they are destroying is the God they are worshipping.

Hubert Reeves

1. The forms of knowledge which try to decode the world -astronomy, physics, chemistry, biology...- neither isolate nor separate : they all highlight interrelations involving the whole. That's why in the Conference "Re-humanise Urban Areas"¹ not an architect, but Fritjof Capra has been asked to develop the introductory analysis "Everything is relation"²- inspired by an idea of participation rather than observation, at the basis of every project aimed to transform the living environment.

Developmental processes confirm that: Portman's analysis³ is clear as to the passage of primeval living beings - transparent, having a double symmetry axis- towards organisms endowed with individuality, then -when able to relate to one another- with super-individuality. The way of thinking of the built space evolves along the same line : for millennia firmatas / utilitas / venustas have been basic, hence the unfit force of the theses on the autonomy of architecture. Those who see the built space as a "second nature targeted to civil uses"⁴ have a different perspective, foreboding integrated views and the theses on the heteronomy of architecture.

Architecture, - "the substance of hoped things"⁵- is not only a matter of buildings. The relations between parts are prevailing, hence a **greater attention to the "unbuilt"**: to the quality of its design, above all to its ability to express meanings, even to form places of social condensation⁶.

In European and Mediterranean cities in particular, the space between buildings takes a stronger meaning than the space of the individual buildings delimiting it. That's why -as a necessary consequence- the correspondence between exterior and interior is senseless, the fronts of a building are not assumed to show its function: their task is above all defining or contributing to define open spaces.

2. Hence the logic of the "fragment"⁷, of conceiving everything as a part of a larger set, of reasoning on how a building becomes part of the environment, of the landscape and of the stratifications characterizing a place. That's why the topological plan of a building has to be grafted into the topology of what has been already built, by enhancing immaterial relations, as well as the networks of courses, their junctions, the central positions they bring about. In other words, more than new "buildings" our contexts require **urban and landscape re-establishments strengthening ties and helping social relations**. Distorted views continue, anyway, to attach the greatest importance to the specific project, favour selfishness and narcissism, qualify a building according to the way it meets internal logic, functionality, aesthetics, intrinsic values. They mistake the qualities of an industrial product for the qualities of the building which are inborn above all in the logic of immersion and in its ability to interact with the other components of the context. Individual quality projects are not sufficient: the objective is diffused quality.

After the project of "Directive européenne sur l'architecture et le cadre de vie"⁸, to analyse its bases "le Carré Bleu" launched the project of "Déclaration des Devoirs des Hommes"⁹ as to habitats and living styles, targeted to ecological and environmental principles. It was not enough. Paraphrasing the title of Rowen Ogien's book "L'influence de l'odeur des croissants chauds sur la bonté humaine"¹⁰- although it is often disregarded, it is clear that the absence of quality in the living environment produces economic damages and above all social damages. But how can we share what is meant by quality, not to recognize it ex post but to define it ex ante, before a project is designed and implemented? Definitions are many and elusive¹¹. Definite rules are not needed, but we need shared assumptions and methods of comparison as well as conditions that do not make quality projects improbable: in our environment smoking is forbidden, we try to protect ourselves against passive smoking also outdoors, against environmental pollution, against noise pollution, against light pollution.

Recurring issues: how can physical barriers strengthening psychological obstacles be prevented? How can people be defended against breathing, living, being obliged to work in unfit environments? On what bases, on what principles can a social pact for diffused quality be founded? Some external conditions can facilitate or hinder quality:

- is the " demand for a project" expressed clearly?
- will the solution (contest) and the designer (competition) be chosen?
- are regulations performance or prescriptive norms?
- do town planning rules admit clarifications or do they pre-define a priori?
- is the budget adequate or does it derive from apodictic parameters?
- is there a budget reserved to the "unbuilt"?
- do years or decades elapse between the demand for the work and its full use?

3. The "Charter of Public Space", adopted last year by the Biennale with the same name, is going to be perfected in view of UN-Habitat 2016. At a global scale however, there are substantial differences, reasoning is based on widely general principles. At a smaller scale, where historical and cultural roots are shared in spite of diversity and specificity, the exchanges of views lead to compare results and to understand how they can be affected by norms and habits. When recurring and similar themes are discussed -for instance schools in a well defined time span and in comparatively homogeneous contexts- the diversity of results confirms that merits and responsibilities are up to architects, but not only to them. The different attention attached to the formulation of the demand for a project, the different procedures followed to choose the solution or the designer; the interpretation of norms; the amount of resources available are all factors having a role. A substantial role is played also by the different procedures, the implementation times and other apparently external conditions.

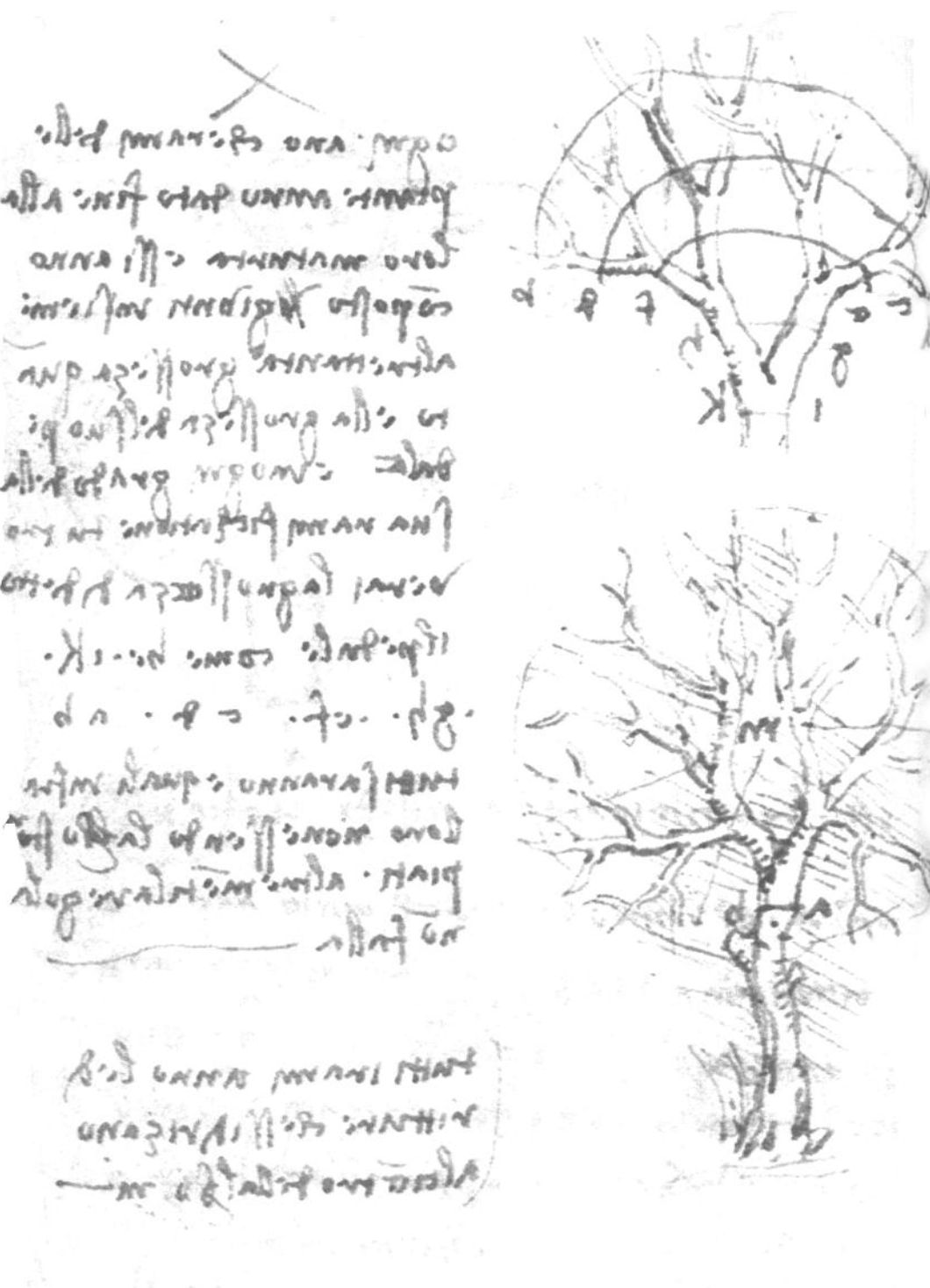
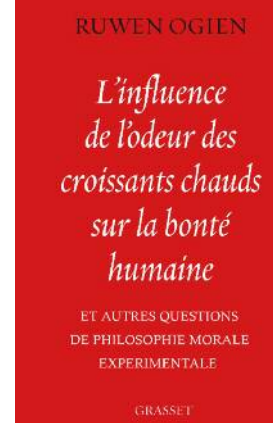
Projects are the product of a community. Giancarlo De Carlo said : "architecture is too important to be left only to architects". The real designer therefore is a diffused being.

Such exchanges of views are valuable because they express "best practices". The role of regulatory systems also appears when they derive from sectoral cultures; when they are conceptually obsolete and disregard the relations between projects; when they do not favour or rather hinder integrated approaches. Unfortunately many territories show that: the only ambition is often meeting the logic of standards, not expressing views or policies for managing the territory (as for example the programme of **endowing the city with a real network of "places of social gathering"** which can be reached by foot in less than 5' and connected by quick collective circulation systems).

4. In the desperate attempt to do without pathological practices, without the ominous prevailing sectoral logic, every prescriptive norm ought to be replaced with performance logic. "Criteria for Mass Housing"¹³ are an example -dated, but effective also thanks to the form characterizing it- of how to face simultaneous questions at different intervention scales, of how to urge answers instead of prescribing solutions.

Concrete operational lines -according to the Resolution 13982/00 of the Council of Europe¹⁴- should attach great **attention to the quality of the "demand for a project"**¹⁵ without breaking up the direction of processes and securing adequate resources (may be with expenditure indexes made equal in the different countries and with an adequate amount of the project cost well related to actions on external or "unbuilt" spaces). At any rate **advanced procedures of participation** should be implemented: first of all talks to define the "demand for a project", then discussions on alternative hypotheses supported by effective representations of the relations with the context: to forecast to decide better, in the necessary time, but not out of control. Moreover, particularly for infrastructures resort should be made to the multi-criteria analysis of alternatives supported by landscape architects in the design team: hence post-disciplinary perspectives and denial of any specialist abuse of power.

5. Giving up courageously the dubious certainty of number and prescriptive rules -origin of litigations, red-tape, unsatisfactory contexts- confidence has to be given to participatory processes and to multifaceted critical judgments. A similar perspective underlies the URBES project (Fair and Sustainable Well-being in the Urban-metropolitan Environment) which can be included in the international debate on "going beyond GDP" to measure well-being through social and environmental indicators to be added to the economic ones. To change regulations it is necessary to act on education and knowledge. "Education des architectes/Alphabétisation des citoyens"¹⁶ and the elegant lecture by Michel Serres "Eduquer au XXI^e siècle"¹⁷ were by chance simultaneous useful hints to develop this reflection.



L'uomo è la specie più folle: venera un Dio invisibile e distrugge una Natura invisibile, senza rendersi conto che la Natura che sta distruggendo è quel Dio che sta venerando.

Hubert Reeves

1. Non isolano né separano: le forme di conoscenza che cercano di decodificare il mondo - astronomia, fisica, chimica, biologia, ...- tutte fanno emergere interrelazioni che coinvolgono il tutto. Per questo nel Convegno "Re-humanise Urban Areas"¹ non si è chiesto a un architetto, ma a Fritjof Capra di sviluppare il ragionamento introduttivo "Tutto è relazione"²- improntato da un'idea di partecipazione più che di osservazione, alla base di ogni progetto teso a trasformare gli ambienti di vita. I processi evolutivi lo confermano: chiara l'analisi di Portmann³ sul passaggio dagli esseri viventi primordiali -trasparenti, a doppio asse di simmetria- verso organismi dotati di individualità, poi -quando in grado di relazionarsi- di super-individualità. Il modo di pensare al costruito si evolve nella stessa linea: per millenni firmatas / utilitas / venustas sono stati basilari, e da qui l'impropria forza delle tesi sull'autonomia dell'architettura. Ben diversa l'ottica di chi invece legge il costruito come "seconda natura finalizzata ad usi civili"⁴, progenitore di visioni integrate e delle tesi sull'eteronomia dell'architettura.

Architettura -"sostanza di cose sperate"⁵- non è solo questione di edifici. Prevengono le relazioni fra le parti, per cui **maggiore attenzione al "non costruito"**: alla qualità del suo disegno, soprattutto alla sua capacità di esprimere significati, magari di costituire luoghi di condensazione sociale⁶. Infatti, principalmente nelle città europee e mediterranee, lo spazio fra gli edifici spesso assume significato prevalente rispetto a quello dei singoli edifici che lo delimitano. Per questo -conseguenza elementare- non ha senso la corrispondenza interno/esterno, non occorre che i fronti di un edificio ne mostrino la funzione: il loro compito è soprattutto definire o contribuire a definire gli spazi aperti.

2. Da qui la logica del "frammento"⁷, del concepire ogni cosa come parte di un insieme più ampio, del ragionare su come un edificio entri a far parte dell'ambiente, del paesaggio e delle stratificazioni che individuano un luogo. Per questo l'impianto topologico di una costruzione va innestato nella lettura della topologia del preesistente, privilegiando le relazioni immateriali, ma anche le reti di percorrenze, i loro incroci, le centralità che determinano. Ciò, più che nuovi "edifici", i nostri contesti chiedono **ricicture urbane e paesaggistiche che rafforzino legami e facilitino rapporti sociali**. Visioni distorte continuano però a dare massima importanza all'oggetto specifico d'intervento, favoriscono egoismi e narcisismi; qualificano una costruzione per come risponde a logiche interne, a funzionalità, alla sua estetica, a valori intrinseci; confondono le qualità di un prodotto industriale con le qualità del costruito insite queste soprattutto nelle logiche di immersione e nella sua capacità di dialogo con gli altri componenti del contesto. Non sono sufficienti singoli interventi di qualità, l'obiettivo è la qualità diffusa.

Dopo il progetto di « Directive européenne sur l'architecture et le cadre de vie »⁸, per indagarne le basi "le Carré Bleu" lanciò il progetto di « Déclaration des Devoirs des Hommes »⁹ in rapporto a habitat e stili di vita, finalizzato a elementari principi ecologici e ambientali. Non basta. Parafrasando il titolo del libro di Ruwen Ogien «L'influence de l'odeur des croissants chauds sur la bonté humaine»¹⁰- benché spesso lo si ignori, è evidente che l'assenza di qualità negli ambienti di vita produce danni economici e soprattutto danni sociali. Ma come condividere cosa si intenda per qualità, non per riconoscerla ex post, ma per definirla ex ante, prima cioè che un intervento si programmi e si attui? Le definizioni sono varie e sfuggenti¹¹. Non occorrono regole certe, ma assunti condivisi e metodologie di confronto oltre che condizioni che non rendano improbabili interventi di qualità: nei nostri contesti è vietato fumare, ci si vuole

proteggere dal fumo passivo anche all'aperto, dall'inquinamento ambientale, da prevaricazioni sonore, dall'inquinamento luminoso.

Interrogativi ricorrenti: come evitare barriere fisiche che consolidano ostacoli psicologici? come difendersi dal respirare, dal vivere, dall'essere costretti ad agire in ambienti impropri? su che basi, su quali principi fondare un patto sociale per la qualità diffusa? Alcune condizioni esterne possono facilitarla o ostacolarla:

- la "domanda di progetto" è ben esplicitata o il progetto?
- verrà scelta la soluzione (concorso) o il progettista (gara)?
- le normative sono prestazionali o prescrittive?
- gli strumenti urbanistici ammettono precisazioni o predefiniscono a priori?
- il budget è idoneo o deriva da parametri apodittici ?
- vi è un budget riservato al "non costruito" ?
- fra "domanda" e utilizzo dell'opera intercorrono anni o decenni ?

3. La "Carta dello spazio pubblico"¹², adottata l'anno scorso dall'omonima Biennale, si va perfezionando in vista di UN-Habitat 2016. A scala globale però le differenze sono sostanziali, si ragiona su principi molto generali. A scale più ristrette, dove le radici storiche e culturali avvicinano malgrado diversità e specificità, i confronti consentono di paragonare risultati e di comprendere come siano influenzati da norme e abitudini.

Quando si confrontano temi ricorrenti e analoghi -per esempio le scuole in un definito arco temporale e in contesti relativamente omogenei- la diversità dei risultati conferma che meriti e responsabilità sono degli architetti, ma non solo loro. La diversa attenzione con la quale è formulata la domanda di progetto, le differenti modalità seguite per la scelta della soluzione ovvero del progettista; l'interpretazione delle norme; l'entità delle risorse a disposizione; sono tutti fattori che hanno un ruolo. Ruolo sostanziale hanno anche le diversità delle procedure, i tempi di attuazione e altre condizioni in apparenza esterne. Le realizzazioni sono il prodotto di una collettività. Lo diceva Giancarlo De Carlo: "l'architettura è troppo importante per lasciarla solo agli architetti". Il progettista reale quindi è un essere diffuso.

Confronti di questo tipo sono preziosi perché mostrano "best practices". Appare anche il ruolo degli apparati normativi: quando questi derivano da culture settoriali; quando sono concettualmente obsoleti e disattenti alle relazioni fra gli interventi; quando non favoriscono o piuttosto ostacolano approcci integrati. Purtroppo molti territori lo dimostrano: spesso la sola ambizione è rispondere alla logica degli standard, non di esprimere visioni o politiche di governo del territorio (come ad esempio il programma di **dotare la città di una vera rete di "luoghi di condensazione sociale"**, raggiungibili a piedi in meno di 5' e connessi da agili forme di mobilità collettiva).

4. Nel disperato tentativo di uscire dalle prassi patologiche, dall'infuato prevalere delle logiche di settore, andrebbe cancellata qualsiasi norma prescrittiva per sostituirla con logiche prestazionali. I "Criteria for mass housing"¹³ sono un esempio -datato, ma efficace anche per la forma che lo caratterizza- di come articolare interrogativi simultanei a diverse scale d'intervento, di come sollecitare risposte invece di prescrivere soluzioni.

Concrete linee operative -seguendo la Risoluzione 13982/00 del Consiglio d'Europa¹⁴- dovrebbero dare forte **attenzione alla qualità della "domanda di progetto"**¹⁵ senza poi frammentare la regia dei processi ed assicurando risorse idonee (magari con indici di spesa ragguagliati fra i diversi Paesi e con adeguata quota dell'importo dell'intervento ben vincolata alle azioni sugli spazi esterni o "non costruiti"). In ogni caso attuando **procedure di partecipazione evolute**: prima consultazioni che definiscano la "domanda di progetto", dopo discussione su ipotesi alternative suffragate da efficaci rappresentazioni delle relazioni con il contesto: pre-vedere per meglio decidere, con il tempo necessario, ma non fuori controllo. Inoltre, specie per le opere infrastrutturali, avvalendosi di analisi multicriteria delle alternative corroborata da paesaggisti nel team di progettazione: quindi ottiche post-disciplinari e rifiuto di ogni prevaricazione specialistica.

5. Abbandonando con coraggio la dubbiosa certezza delle norme numeriche e prescrittive -origine di contenziosi, di lungaggini burocratiche, di contesti che non soddisfanno- va data fiducia a processi partecipativi e ad articolati giudizi critici. Ottica analoga impronta il progetto URBES (Benessere Equo e Sostenibile in ambito Urbano-metropolitano) che s'inquadra nel dibattito internazionale sul "superamento del PIL" per la misurazione del benessere mediante indicatori -sociali e ambientali- affiancati a quelli economici. Per mutare gli apparati normativi occorre agire su formazione e conoscenza: per caso simultanea, « Education des architectes / Alphabétisation des citoyens »¹⁶ e la superba conferenza di Michel Serres « Eduquer au XXI^e siècle »¹⁷- sono tracce utili per sviluppare questa riflessione.



CRITERIA FOR MASS HOUSING